



AVIS D'APPEL PUBLIC À LA CONCURRENCE

PETITS TRAVAUX D'ENTRETIEN DES FAÇADES
SUR LE PATRIMOINE D'ACM HABITAT

NOM ET ADRESSE OFFICIELS DE L'ORGANISME ACHETEUR :
ACM HABITAT - OPH MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE
Mme Claudine FRÉCHE - Directrice Générale.
407, avenue du Professeur E. Antonelli - CS 15590
34074 MONTPELLIER cedex 3.
Tél. : 04 99 52 75 00.
Mél : smarches@acmhabitat.fr
Web : http://www.acmhabitat.fr

Le pouvoir adjudicateur n'agit pas pour le compte d'autres pouvoirs adjudicateurs.
L'avis implique un marché public.

OBJET : Petits travaux d'entretien des façades sur le patrimoine D'ACM Habitat.

Référence acheteur : 2017-107.

Type de marché : Travaux.

Procédure : Procédure adaptée.

Durée : 12 mois.

DESCRIPTION : La consultation est passée en vertu de l'ordonnance n° 2015-899 du 23/07/2015 et en application de l'article 27 du décret n° 2016-360 du 25/03/2016. Il s'agit d'un accord cadre à attributaire unique avec émission de bons de commande en application des articles 78 et 80 dudit décret.

La procédure d'achat du présent avis est couverte par l'accord sur les marchés publics de l'OMC : NON.

Forme du marché : Prestation divisée en lots : non.

Les variantes sont refusées.

Quantité/étendue :

Les petits travaux portent sur l'ensemble du patrimoine d'ACM HABITAT soit plus de 400 résidences pour environ 21 000 logements, situé sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole, de la communauté de commune du Pays de Lunel et de la communauté d'agglomération du Pays de l'Or.

Volume de la commande pour 12 mois :

Minimum : 50 000 euros HT - Maximum : 500 000 euros HT.

Le marché est conclu pour une durée ferme de 12 mois à compter de la date de notification du marché. Il est reconductible 3 fois pour une période identique.

CONDITIONS RELATIVES AU CONTRAT :

Cautionnement : En raison de la nature du marché, le titulaire est dispensé de cautionnement et ne subira pas de retenue de garantie.

Financement : Il sera fait application des articles 110 à 131 du décret n° 2016-360 du 25/03/2016. Le délai de paiement est de 30 jours. Les modalités de règlement des comptes sont celles du CCAG TRX. Les travaux seront financés par le budget d'ACM HABITAT.

Forme juridique : En cas de groupement conjoint :

a) Le mandataire sera solidaire de chacun des membres du groupement.
b) La personne publique pourra si nécessaire, transformer ledit groupement, en groupement solidaire après que le marché lui ait été attribué et en tous cas, avant la notification.

CONDITIONS DE PARTICIPATION :

Justifications à produire quant aux qualités et capacités du candidat :
Documents à produire obligatoirement par le candidat, à l'appui de sa candidature :

- Copie du ou des jugements prononcés, si le candidat est en redressement judiciaire.

Documents à produire à l'appui des candidatures par le candidat, au choix de l'acheteur public :

- Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les fournitures, services ou travaux objet du marché, réalisés au cours des trois dernières années.
- Déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels.
- Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années.
- Présentation d'une liste des travaux exécutés au cours des cinq dernières années, appuyée d'attestations de bonne exécution pour les travaux les plus importants.

- Formulaire DC1, Lettre de candidature - Habilitation du mandataire par ses co-traitants (disponible à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/da/formulaires-declaration-du-candidat>).

- Formulaire DC2, Déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement (disponible à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/da/formulaires-declaration-du-candidat>).

Critères de sélection des candidatures : Garanties techniques et financières.

CRITÈRES D'ATTRIBUTION :

Offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères énoncés ci-dessous avec leur pondération :

- 40 % : Valeur technique de l'offre appréciée à l'aide de la note technique.
- 60 % : Prix.

La valeur technique de l'offre sera jugée selon les critères et leur pondération présents dans la Note Technique :

A- Effectif de l'entreprise amené à exécuter le présent marché (Note/5).

B- Disponibilité annuelle (Note/5).

C- Délai de prise de rendez-vous (Note/10).

D- Organisation de l'entreprise à exécuter le présent marché (Note/10).

E- Qualification de l'entreprise et de son effectif (Note/5).

F- Fiches techniques (Note/5).

Remise des offres : 04 décembre 2017 à 12h00 au plus tard à l'adresse : ACM HABITAT - OPH MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE
407, avenue du Professeur E. Antonelli
34074 MONTPELLIER
Tél. : 04 99 52 75 00.

Langues pouvant être utilisées dans l'offre ou la candidature : français.
Unité monétaire utilisée : l'euro.

Validité des offres : 90 jours, à compter de la date limite de réception des offres.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES :

Un mode opératoire expliquant la marche à suivre pour répondre à un marché public simplifié (MPS) est fourni dans le dossier de consultation.

Si le représentant légal de la société n'est pas le signataire, un document attestant du pouvoir de signature de la personne habilitée à engager la société (la signature doit être précédée du nom, prénom et de la qualité du signataire). Afin d'améliorer la rapidité et l'efficacité de ses correspondances avec les entreprises, ACM Habitat met en place un service de lettre recommandée électronique avec accusé de réception. Nous vous demandons à cet égard de nous fournir une adresse email valide.

Par application de l'article 30-I-7° du décret n° 2016-360 du 25/03/2016, ACM Habitat se réserve le droit de recourir à des marchés complémentaires, dans la limite de 50 % du montant du marché initial.

Instance chargée des procédures de recours :

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE MONTPELLIER

6, rue Pilot

34063 MONTPELLIER cedex.

Tél. : 04 67 54 81 00 - Fax : 04 67 54 74 10.

Mél : greffe.ta-montpellier@juradm.fr

Précisions concernant le(s) délai(s) d'introduction des recours :

Référé précontractuel : avant la conclusion du marché (article L 551-1 du Code de Justice Administrative).

Recours pour excès de pouvoir : dans un délai de 2 mois à compter de la notification de la décision de rejet (articles R421-1 à R421-3 du Code de Justice Administrative).

Recours de plein contentieux : dans un délai de 2 mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité concernant l'attribution du marché. Référé contractuel : dans un délai de 31 jours suivant la publication de l'avis d'attribution.

ENVOI À LA PUBLICATION : le 25 octobre 2017.

Pour retrouver cet avis intégral, accéder au DCE, poser des questions à l'acheteur, déposer un pli, allez sur <http://marches-publics.acmhabitat.fr>



AVIS D'OUVERTURE D'ENQUÊTE PUBLIQUE

ENQUÊTE PUBLIQUE PORTANT SUR LA RÉVISION ALLÉGÉE
N° 2 DU PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU) DE BEAULIEU

RAPPEL

Par arrêté n° A2017-251, Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole a ordonné l'ouverture d'une enquête publique, du **lundi 30 octobre 2017 au lundi 13 novembre 2017 inclus** (soit 15 jours consécutifs), portant sur le projet de révision allégée n° 2 du PLU afin de réduire de manière très mesurée la zone naturelle (N) pour intégrer à la zone urbaine (U) un îlot de parcelles bâties en continuité du village et modifier à la marge l'emprise constructible de la Zone d'Aménagement Concertée (ZAC) du Renard.

À la suite de la demande d'examen au cas par cas du projet de révision allégée sollicitée le 16 décembre 2016 conformément au Code de l'Urbanisme, la mission régionale d'autorité environnementale a considéré que le projet n'était pas soumis à évaluation environnementale. Le rapport de présentation comporte cependant une analyse de l'état initial du site et des incidences du projet sur l'environnement.

Par décision n° E17000153/34 en date du 04 septembre 2017, le Président du Tribunal Administratif de Montpellier a désigné M. Bernard COMMANDRE, ingénieur des TPE, retraité, en qualité de commissaire enquêteur titulaire et M. Claude ROUVIERE, ingénieur, retraité, en qualité de commissaire enquêteur suppléant, en vue de procéder à l'enquête publique.

Les pièces du dossier, ainsi qu'un registre d'enquête, à feuillets non mobiles, côté et paraphé par le commissaire enquêteur seront déposés à la Mairie de Beaulieu (Place de la Mairie - 34160 BEAULIEU) et au siège de Montpellier Méditerranée Métropole (50 place Zeus - 34961 MONTPELLIER). **Durant toute la durée de l'enquête, sauf les jours fériés et jours de fermetures exceptionnelles, le public pourra consulter le dossier d'enquête publique sur support papier et présenter ses observations et propositions sur les registres ouverts à cet effet à la Mairie de Beaulieu (les lundis et mardis de 10h à 12h et de 14h à 18h30 ; les jeudis et vendredis de 9h à 12h et de 14h à 18h30 et les mercredis de 10h à 12h), et au siège de Montpellier Méditerranée Métropole (du lundi au vendredi de 8h à 18h).** Durant toute la durée de l'enquête, le public pourra consulter le dossier d'enquête publique sur le site internet de Montpellier Méditerranée Métropole, à l'adresse suivante : <http://www.montpellier3m.fr/enquetes-publiques>. Durant toute la durée de l'enquête, sauf les jours fériés et jours de fermetures exceptionnelles, le public pourra consulter le dossier d'enquête publique sur un poste informatique au siège de Montpellier Méditerranée Métropole, du lundi au vendredi de 8h à 18h. Par ailleurs, le public pourra adresser ses observations et propositions écrites à M. le Commissaire Enquêteur durant toute la durée de l'enquête :

- par voie postale au siège de l'enquête publique, à savoir au siège de Montpellier Méditerranée Métropole, à l'adresse indiquée ci-dessous :
"M. le Commissaire Enquêteur - projet de révision allégée n° 2 du PLU de Beaulieu Montpellier Méditerranée Métropole, 50 place Zeus - CS 39556 34961 MONTPELLIER cedex 2 ;"
- par courrier électronique à l'adresse suivante : beaulieuFA2@montpellier3m.fr

Les observations et propositions du public transmises par voie postale, ainsi que les observations écrites reçues par le commissaire enquêteur lors des permanences visées à l'article 4 du présent arrêté, seront consultables au siège de l'enquête.

Les observations et propositions du public transmises par courrier électronique seront consultables sur le site internet de Montpellier Méditerranée Métropole, à l'adresse suivante : <http://www.montpellier3m.fr/enquetes-publiques>.

Le commissaire enquêteur désigné se tiendra à la disposition du public pour recevoir ses observations et propositions écrites et orales à la Mairie de Beaulieu le mardi 31 octobre 2017 de 14h à 17h, le vendredi 10 novembre 2017 de 9h à 12h et le lundi 13 novembre 2017 de 14h à 17h.

La personne responsable du projet de révision allégée n° 2 du PLU de la Commune de Beaulieu est Montpellier Méditerranée Métropole. Le public pourra recueillir toutes informations utiles sur le projet de révision allégée auprès de M. Gail BADET (g.badet@montpellier3m.fr / 04 67 13 60 24) à la Direction de l'Urbanisme et de l'Habitat (DUH) aux heures d'ouverture des bureaux de Montpellier Méditerranée Métropole, du lundi au vendredi inclus sauf jours fériés et jours de fermetures exceptionnelles, à l'adresse suivante : Montpellier Méditerranée Métropole, Direction de l'Urbanisme et de l'Habitat, 50 place Zeus - CS 39556 - 34961 MONTPELLIER cedex 2.

À l'expiration du délai d'enquête, les registres d'enquête seront clos par le commissaire enquêteur et mis à sa disposition. Dans un délai de trente jours à compter de la clôture de l'enquête, le commissaire enquêteur adressera, au Président de Montpellier Méditerranée Métropole, le dossier d'enquête, les registres ainsi qu'un rapport et, dans une présentation séparée, ses conclusions motivées. Le commissaire enquêteur transmettra simultanément une copie du rapport et de ses conclusions motivées au Président du Tribunal Administratif de Montpellier.

Le rapport et les conclusions motivées seront tenus à la disposition du public au siège de Montpellier Méditerranée Métropole, à la Préfecture de l'Hérault ainsi qu'en mairie de Beaulieu, aux heures habituelles d'ouverture des bureaux au public. Le rapport et les conclusions motivées seront également consultables sur le site internet de Montpellier Méditerranée Métropole à l'adresse suivante : <http://www.montpellier3m.fr/enquetes-publiques>. L'ensemble de ces documents seront consultables pendant une durée d'un an à compter de la date de clôture de l'enquête.

À l'issue de l'enquête publique, le projet de révision allégée n° 2 du PLU de Beaulieu, éventuellement modifié pour tenir compte des avis qui ont été joints au dossier, des observations du public et du rapport du commissaire enquêteur, sera soumis au Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole pour approbation.

Toute personne peut, sur sa demande et à ses frais, obtenir communication de tout ou partie du dossier d'enquête publique dès la publication de l'arrêté d'ouverture d'enquête.



AVIS D'ATTRIBUTION

PETITS TRAVAUX D'ENTRETIEN DE SERRURERIE
DES RÉSIDENCES DE L'AGENCE POMPIGNANE

NOM ET ADRESSE OFFICIELS DE L'ORGANISME ACHETEUR :
ACM HABITAT - OPH MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE
Mme Claudine FRÉCHE - Directrice Générale.
407, avenue du Professeur E. Antonelli - CS 15590
34074 MONTPELLIER cedex 3.
Tél. : 04 99 52 75 00.
Mél : smarches@acmhabitat.fr
Web : http://www.acmhabitat.fr

OBJET : Petits travaux d'entretien de serrurerie des résidences de l'agence Pompignane.

Référence acheteur : 2017-096.

Nature du marché : Travaux.

Procédure adaptée.

Instance chargée des procédures de recours :

Tribunal Administratif de Montpellier

6, rue Pilot

34063 MONTPELLIER cedex.

Tél. : 04 67 54 81 00 - Fax : 04 67 54 74 10.

greffe.ta-montpellier@juradm.fr

ATTRIBUTION DU MARCHÉ :

Nombre d'offres reçues : 2.

Date d'attribution : 24 octobre 2017.

Marché n° : 17-0210-3158.

VIP PLUS - 420, avenue Blaise Pascal - 34170 CASTELNAU-LE-LEZ.

Montant HT : 60 000,00 euros.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES :
Mini : 15 000 euros HT - Maxi : 60 000,00 euros HT.

Envoi à la publication : le 30 octobre 2017.

Pour retrouver cet avis intégral, allez sur <http://marches-publics.acmhabitat.fr>